

Rythmes scolaires : la montagne accouche d'une souris...

Comme beaucoup de ses prédécesseurs, Luc Chatel voulait marquer son passage au ministère de l'Éducation nationale par une grande réforme emblématique. Il s'est donc attaqué au vieux serpent de mer que sont les rythmes scolaires.

Il a installé un comité de pilotage, au mois de juin 2010, qui devait établir un certain nombre de propositions novatrices basées sur des études d'experts et des remontées de terrain, issues d'une concertation.

Belle promesse qui n'engageait que ceux qui y croyaient...

Pour la CGT Educ'action, tout ceci ne relevait que de la **communication** et de l'**illusion, seuls domaines dans lesquels notre ministre est vraiment expert.**

On nous avait promis des mesures consensuelles prises rapidement qui allaient révolutionner l'Éducation nationale : retour à la semaine de 4,5 jours (révolution ou pas en arrière ?), réduction des vacances d'été de deux semaines, des semaines avec des temps d'enseignement allégés et aménagés...

Tout ceci, c'était la soudaine prise de conscience du ministre le 1^{er} décembre.

Le consensus n'existerait pas ! Dans ces conditions, en "homme visionnaire" qu'il voudrait être, il estime que les gens ne sont pas mûrs pour une telle révolution et repousse le temps de la réforme ! Un ancien président aurait pu dire : *"cela a fait pschitt !"*.

Mais soyons sérieux et expliquons pourquoi, une fois de plus, la communauté

éducative n'est pas parvenue à se mettre d'accord sur cette question...

- Tout d'abord, le débat était biaisé et le postulat de départ n'était pas bon ! Il était faux d'affirmer que cette question était prioritaire pour le seul intérêt des élèves. Il faut admettre que **l'ego du ministre et les obligations budgétaires imposées par Sarkozy et les marchés financiers étaient les véritables priorités.**

- D'autre part, il était faux de dire que la France avait les vacances les plus longues d'Europe. Une fois de plus, la réforme l'aurait aligné sur le moins disant socialement.

- Enfin, une réforme qui impacte toute la société ne peut se passer de l'ensemble des acteurs liés à la question de l'éducation.

La démarche choisie privilégiait les chronobiologistes et écartait injustement les enseignants, les parents d'élèves, les collectivités territoriales, les agents publics et les associations du périscolaire. Dans ces conditions...

Comment prendre en compte les revendications des enseignants sur le poids des



programmes et la multiplication des tâches qui alourdissent leur travail ?

Comment prendre en compte la longueur des journées de travail des parents (à qui on explique même que le travail du dimanche est une avancée) et donc, de fait, celle des enfants qui sont absents de chez eux de 7 h à 18 h, voire au-delà ?

Comment prendre en compte l'inquiétude des maires qui seront obligés de multiplier les centres périscolaires et de fait les budgets afférents ?

D'un constat de départ erroné et d'une stratégie de travail partielle/partiale, ne pouvaient découler que des propositions incomplètes, voire iniques !

La CGT Educ'action dénonce cette tentative de réforme qui instaurerait une régression des droits et des conditions de travail des personnels. Elle rappelle que **toute transformation doit avoir comme préalable des moyens humains et matériels suffisants, la nécessaire gratuité de l'école et des activités périscolaires, la nécessité d'améliorer les conditions de travail des personnels et celles des élèves.**

La CGT Educ'action n'a pas de propositions toutes faites. Elle estime qu'elles doivent être le fruit d'une véritable concertation.

Nous revendiquons un rythme de travail basé sur 7 semaines de travail et 2 semaines de vacances, ainsi que la suppression des zones, la mise en place d'un dispositif national unique et une déconnexion du temps de l'enseignant de celui de l'enfant.

Jérôme Sinot

► Fin du cycle des apprentissages fondamentaux *

C'est sous ce titre joyeux que le ministère analyse les évaluations nationales CE1.

En trois ans, le nombre d'élèves en difficulté a baissé de 1%... Formidable non? Sinon, pour le reste, pas grand chose à en dire. Comme c'était prévisible, le MEN attribue les progrès dans les résultats des élèves à l'aide personnalisée et au fait que les programmes de 2008 sont désormais bien intégrés dans les pratiques quotidiennes des maîtres du cycle des apprentissages.

Mais sinon, en quoi nos élèves ont-ils progressé ? La réponse tient, pour nous, en deux phrases tirées du BO :

... la copie est, elle aussi, en nette amélioration, sans que la rédaction marque de progrès notables,

... à l'inverse, les résultats en géométrie restent faibles comme la résolution des problèmes impliquant des grandeurs et des mesures,

... les élèves montrent de bons résultats pour les compétences des programmes 2008 qui relèvent d'apprentissages par cœur et mécaniques, ... pour tout ce qui relève de la réflexion, de la mise en réseau de savoirs complexes, c'est un échec.

Ceux et celles qui ont de la mémoire retrouveront dans ces quelques lignes les critiques qu'en 2008 nous développions envers ces programmes. Il nous semble aujourd'hui que tout est dit. Et par le ministère lui-même.

Vincent Pinchaux

* Circulaire n° 2011-169 du 03.10.2011